

## Intervention PCF 81 lue par D Paturey ce samedi 8 02 2020 Place du Vigan.

L'internationalisme et la paix constituent l'un des fondements de la création du Parti communiste français en 1920. Pour le PCF, la paix est un projet politique: il s'agit de l'aboutissement d'un processus qui vise la sécurité humaine collective. Les profonds changements dans lesquels les peuples et la planète sont engagés appellent à redoubler les mobilisations populaires. La solidarité internationale est cruciale pour mettre en échec les stratégies de domination et d'exploitation capitaliste qui instaurent humiliations, insécurités et violences partout dans le monde.

Nous avons pour notre pays l'ambition qu'il écrive une nouvelle page des relations internationales: ***Pour un monde de développement humain, social, démocratique et écologique partagé, de coopération et de solidarité.***»

Nous combattons donc la politique d'Emmanuel Macron qui entraîne notre diplomatie dans des impasses.

Les différents mouvements et soulèvements populaires actuels semblent l'avoir plongé dans une certaine torpeur - hormis quand il s'agit de manifester son appui aux forces d'extrême droite latino-américaine comme le montre la position française sur la crise vénézuélienne...

Là où les aspirations populaires mettent en cause les inégalités insoutenables d'un «capitalisme devenu fou» qu'il prétendait dénoncer lui-même, Emmanuel Macron reste coi;

là où l'extrême-droite, en Bolivie, remet en cause l'Etat de droit dont il dit vouloir être le garant universel, Macron reste coi;

là où l'extrême-droite, les néo- et islamo-conservateurs enchaînent les offensives militaires, Macron reste coi,

les cas de figure se multiplient dangereusement pour aboutir ce 29 janvier 2020, à la réaction officielle française au prétendu «plan de paix» Trump-Netanyahu qui projettent la création de, rien de moins qu'un bantoustan, pour «régler» le «cas palestinien», en entérinant unilatéralement l'occupation illégale des territoires palestiniens par Israël.

Nous rappelons que l'avènement d'un État d'apartheid est défini comme un crime contre l'humanité par les instances internationales depuis près de cinquante ans !!!

Le peuple palestinien est abandonné, humilié, emmuré, bombardé à Gaza, et privé de toute liberté comme de ses besoins les plus élémentaires.

L'ancien patron de la CIA, le sinistre évangéliste Mike Pompeo, adepte d'une «diplomatie de droit divin», est en service commandé pour entériner le fait colonial, approuver le processus de vol des terres, des maisons et de l'eau des Palestiniens, légitimer le nettoyage ethnique de la population arabe de Cisjordanie, et pousser à la création d'un grand Israël d'inspiration messianique tant espéré par les extrêmes droites des deux pays.

«D'obstacle à la paix» pour chacune des administrations nord-américaines, celle de Reagan comprise, voici la colonisation de la Palestine désormais reconnue et encensée. Il s'agit d'une rupture historique, non seulement dans la reconnaissance du fait colonial

unanimement condamné depuis les indépendances, mais également pour la doctrine nord-américaine au Proche-Orient, qui, jusqu'ici, reposait sur une condamnation - plus ou moins hypocrite certes- de la colonisation. Quel précédent cette infamante reconnaissance va-t-elle créer dans les relations internationales?

La colonisation-annexion fut pourtant maintes fois condamnée par l'Assemblée des Nations unies dont la résolution 2334 du Conseil de sécurité de décembre 2016 (1), exigeant «*de nouveau d'Israël qu'il arrête immédiatement et complètement toutes ses activités de peuplement dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est*».

Ce coup de force Trumpien contre le peuple palestinien est destiné à sauver le soldat d'extrême droite Netanyahu et à rassurer la même extrême droite fondamentaliste à un an de l'élection aux Etats-Unis. Il ne peut rester sans réponse de la communauté internationale. L'opiniâtreté avec laquelle l'administration états-unienne saborde toutes les conquêtes du droit international, et la morgue avec laquelle elle s'assoit sur la dignité des peuples doivent trouver face à elles une réponse ferme et résolue. On ne peut laisser, même par un silence forcément complice, les États-Unis se placer hors des lois internationales pour mieux dicter la loi américaine du talion.

La France doit prendre des initiatives pour isoler les États-Unis lors de la réunion du Conseil de sécurité ce mardi et pousser au respect du droit international incluant l'autodétermination du peuple palestinien.

La Cour de justice de l'Union européenne a, en novembre 2019 produit un acte de droit d'une cruciale importance contre la politique expansionniste du gouvernement israélien en exigeant l'étiquetage des produits issus des colonies. Fondé sur l'éthique et la demande de respect du droit international, cet arrêt va bien au-delà de la simple question commerciale. Ceci doit donner de la force aux institutions européennes pour le faire respecter et produire les actes politiques en conséquence. Toute autre attitude s'apparenterait à une humiliation.

Défendre aujourd'hui le droit international, c'est défendre une solution à deux États sur les seules frontières reconnues à Israël, celles de 1967, et Jérusalem-Est comme capitale d'un État palestinien. C'est aussi la seule solution viable pour garantir la paix et la sécurité et une des conditions pour un Proche-et Moyen-Orient apaisé. La France doit voter la résolution présentée par Mahmoud Abbas et enfin reconnaître l'État palestinien

Le Parti communiste et son journal *L'Humanité* resteront mobilisés pour stopper le bras des assassins de la Palestine.

